

Emmanuelle Hamel,
coordinatrice des approches populationnelles,
Valérie Henry,
chargée d'expertises scientifiques en santé publique,
Santé publique France,
Alissia Gouju,
chargée de projet en promotion de la santé,
Promotion santé Grand Est,
Frédéric Pomykala,
responsable du département prévention, Caisse
centrale de la Mutualité sociale agricole (CCMSA).

Ces dernières années, les mouvements politiques et sociaux, les crises agricoles successives, les tensions entre enjeux économiques et écologiques, et plus récemment la crise sanitaire ont relancé l'attention portée aux territoires ruraux dans les représentations collectives. L'agenda politique en témoigne avec l'adoption du plan France ruralités en 2023. Pourtant, la vision du monde rural reste contrastée avec d'un côté une nouvelle attractivité pour la campagne, perçue plus naturelle, humaine et sûre par opposition aux milieux urbains considérés pathogènes, et de l'autre une représentation plus négative du milieu rural, associée au vieillissement, à l'isolement et au déclin des services publics.

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), 88 % des communes françaises sont des communes rurales dans lesquelles vivent 22 millions d'habitants, soit environ le tiers de la population. En 2020, la nouvelle définition proposée par l'Insee rompt avec une caractérisation du monde rural en opposition avec la ville. Il reste que, dans de nombreux domaines, la ruralité est un *impensé* des politiques publiques, développées au prisme de la ville et des quartiers prioritaires. Les déterminants de santé propres au monde rural s'ancrent en particulier dans les conditions de vie (habitat, mobilité, etc.) et de travail, souvent caractérisées par la pénibilité physique, l'exposition à des risques chimiques ou biologiques, l'isolement géographique et social, ainsi qu'une moindre accessibilité aux soins. Ces déterminants renforcent les vulnérabilités sociales et sanitaires, d'autant plus que nombre de facteurs jusqu'ici considérés comme protecteurs et plus favorables dans les territoires ruraux (alimentation, environnement) sont aujourd'hui affectés par des évolutions défavorables.

Certains enjeux récurrents – autour de l'impact sanitaire d'une offre de soins déficitaire, de

la mobilité et des outils numériques comme réponse possible à l'éloignement des services de santé – sont largement étudiés. Aussi, ce dossier de *La Santé en action* se focalise-t-il sur les démarches de prévention et de promotion de la santé, leurs spécificités ou difficultés dans ces territoires, y compris dans les Outre-mer. Aborder ce sujet est un défi étant donné la diversité de la ruralité dans ses multiples dimensions – géographique, démographique, culturelle, sociologique, économique. De plus, les données et les évaluations disponibles sont encore peu nombreuses. Le numéro propose un panorama des acteurs et d'initiatives existantes, croisant le double regard des déterminants sociaux et environnementaux de la santé et des différents âges de la vie. Les interventions présentées, si elles montrent une volonté forte de développer la promotion de la santé, ne parviennent pas toutes à s'inscrire pleinement dans des cadres validés.

L'atout de la proximité

Plusieurs articles mettent en lumière des territoires qui agissent et qui expérimentent, s'appuyant sur un écosystème spécifique d'acteurs engagés et solidement ancrés en proximité : élus, acteurs issus du monde agricole au sens large, les associations, etc. Concernant l'espérance de vie à la naissance, les départements ruraux ont un désavantage d'environ deux ans par rapport aux départements urbains et sont marqués par des causes externes de décès (suicides notamment)¹. Les enjeux de santé mentale concernant aussi bien les adolescents que les adultes, plusieurs contributions mettent en avant des initiatives allant du développement des compétences psychosociales en milieu scolaire à la mise en place d'un réseau de sentinelles pour prévenir le suicide des agriculteurs. Des dispositifs mobiles sont mis en place à destination des jeunes, tel le bus En route pour la santé dans le Vercors. En effet, ces derniers rencontrent des freins pour accéder à de nombreux services (éducation, santé, culture, sport) et sont parfois confrontés à une précarisation, aux conséquences importantes sur leur santé mentale. Parmi les habitudes favorables à la santé, l'alimentation pèse de façon significative dans le fardeau des maladies chroniques. En milieu rural, la proximité avec les zones de production et de transformation agro-alimentaire ne bénéficie pas toujours aux habitants, et notamment aux personnes en situation de précarité. Cependant, des leviers existent pour

améliorer l'offre alimentaire via les programmes alimentaires territoriaux (PAT), à l'exemple de celui mené par Terres de Lorraine ou la création d'épicerie participatives.

Des enjeux environnementaux

Contrairement à ce que certains pourraient penser, le monde rural n'est pas forcément un milieu favorable à la santé. Les enjeux environnementaux y sont prégnants, avec des risques pour les écosystèmes et pour la santé humaine qui restent encore à documenter. La notion d'urbanisme favorable à la santé commence à gagner les petites villes et les villages, à l'image d'un projet d'école nature dans une commune de 1 500 habitants de l'Eure. Toutefois, le transfert de ce concept urbain à la ruralité devrait être interrogé plus avant. Les aménagements des espaces publics ne sont pas suffisants, il faut accompagner les changements de comportement par des interventions adaptées au contexte rural.

Un numéro ne suffit pas à relater la santé dans ces territoires ; lesquels sont également traversés par des questions contemporaines, autour des inégalités sociales et de genre, illustrées par un article sur les « *filles du coin* ». Il faudrait aller plus loin en mettant en lumière des travaux sociologiques récents sur l'impact de l'orientation sexuelle et sur les parcours d'installation de gays et de lesbiennes dans des espaces ruraux. Il serait nécessaire d'éclairer les évolutions liées aux questions migratoires : après les travailleurs saisonniers, ce sont aujourd'hui les réfugiés en situation de vulnérabilité qui sont souvent réorientés par les services saturés des grandes villes vers des communes moyennes, parfois peu préparées à les accueillir. Et enfin, il faudrait poursuivre les travaux autour des enjeux du numérique pour les populations rurales de tous âges. ■

1. Selon l'ouvrage *L'Évolution démographique récente de la France 2025 : des contrastes territoriaux marqués*. Paris : Ined. En ligne : <https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/memos-demo/focus/evolution-demographique-recente-de-la-france-2025-contrastes-territoriaux-marques>



Cet article est sous licence internationale Creative Commons Attribution 4.0. qui autorise sans restrictions l'utilisation, la diffusion, et la reproduction sur quelque support que ce soit, sous réserve de citation correcte de la publication originale.